

Canada's plan for the long-term management of used nuclear fuel calls for the construction of a deep geological repository where the fuel will be safely and securely contained and isolated. Constructing a repository and associated facilities is a major national infrastructure project, costing between \$16 billion and \$24 billion and providing direct employment to hundreds of people over several generations.

At present, 15 communities are engaged in learning more about the project and the process for selecting an informed and willing host community. Over time and through increasingly detailed studies, it will become clearer which communities have strong potential to safely host the project.

The project offers significant employment and income to a community and surrounding area, including the opportunity for the creation of transferable skills and capacities. However, with a project of this size and nature, there is the potential to contribute to social and economic pressures that must be carefully managed to ensure the long-term health and sustainability of the community and area.

Many more years of discussion and study will be required before any decision can be made about a location. The project will only be implemented in an area with an informed and willing host, and where robust safety requirements can be satisfied and local well-being fostered. The project will only move forward with the involvement of the interested community, First Nations and Métis peoples, and neighbouring communities working in partnership.

Q. What would be the economic impact of the project on the region?

A. The NWMO will work in collaboration with the interested community, First Nations and Métis peoples, and neighbouring communities to harness the economic benefits associated with the project in a manner that will directly and positively contribute to the well-being of the area.

The operation of the facility would create wealth in the form of business profits and personal income in the region. Social and economic pressures that could result from a project of this size need to be carefully managed. These must be understood before any community can make a decision about hosting the project, and will be explored in progressively more detail as studies proceed.

Q. What types of jobs would the project generate?

A. The project would call for a wide range of skills, including mining, engineering, geosciences, safety assessment, construction trades, project management, engagement, transportation, and communication. The types and distribution of jobs would vary depending on the phase of the project. In addition, the project would create significant employment opportunities in the area for a variety of support services such as transportation, catering, and equipment supply.

Q. How many direct jobs would the project generate?

A. The number of direct jobs needed at the repository site and centre of expertise will vary by project phase: 400 to 1,200 direct jobs to support construction of the facility for about 10 years; 700 to 800 jobs for about 40 years or more of repository operation; 100 to 150 jobs for an extended monitoring period; and 200 to 300 jobs over a 30-year period for decommissioning and closure. In addition to these direct jobs, there will be a number of indirect jobs and induced jobs associated with the project.

These estimates will be refined as the NWMO and communities collaboratively develop and explore potential implementation plans for the project. The NWMO will work with communities to understand the need for investments in such areas as labour training, supporting infrastructure, business development, strategic hiring and procurement that can alter the amount of economic benefits captured in the local area.

Le plan canadien de gestion à long terme du combustible nucléaire irradié prévoit la construction d'un dépôt géologique en profondeur où le combustible sera confiné et isolé en toute sûreté et sécurité. La construction du dépôt et des installations connexes constitue un projet national d'infrastructure de grande envergure, qui coûtera de 16 à 24 milliards \$ et procurera des emplois directs à des centaines de personnes pendant plusieurs générations.

Actuellement, 15 collectivités participent à un programme d'apprentissage sur le projet et sur le processus visant à choisir une collectivité hôte informée et consentante. Au fil du temps et d'études de plus en plus détaillées, il apparaîtra plus clairement quelles collectivités candidates sont les plus susceptibles de pouvoir répondre aux critères de sûreté du projet.

Le projet offre des perspectives d'emploi et de revenu importantes pour la collectivité et la région hôtes, y compris des possibilités de développement de compétences et de capacités transférables. Toutefois, en raison de son envergure et de sa nature, le projet devrait engendrer des pressions sociales et économiques, lesquelles devront être soigneusement gérées pour favoriser la vitalité et la viabilité à long terme de la collectivité et de la région.

Il faudra encore plusieurs années de discussion et d'étude avant que le choix d'un site puisse être fait. Le projet ne sera mis en oeuvre que dans une région comptant une collectivité informée et consentante, apte à répondre aux exigences rigoureuses de sûreté et dont le bien-être des citoyens pourra être favorisé. Le projet n'ira de l'avant que dans le cadre d'un partenariat noué entre la collectivité intéressée, les Premières nations et les peuples métis, et les collectivités voisines.

Q. Quelles seraient les retombées économiques d'un tel projet pour la région?

R. La SGDN travaillera en collaboration avec la collectivité intéressée, les Premières nations et les peuples métis, et les collectivités voisines afin d'exploiter toutes les retombées économiques associées au projet, de manière à favoriser directement et concrètement le bien-être de la région.

L'exploitation de l'installation créerait de la richesse sous forme de profits d'entreprises et de revenus personnels dans la région. Les pressions sociales et économiques suscitées par un projet d'une telle envergure doivent être soigneusement gérées. Ces pressions devront être identifiées avant qu'une collectivité puisse déterminer si elle accepte d'accueillir le projet et elles seront explorées de façon progressivement plus détaillée à mesure que les études se réaliseront.

Q. Quels types d'emplois seraient générés par le projet?

R. Le projet ferait appel à un large éventail de compétences des domaines des mines, du génie, des géosciences, de l'évaluation de la sûreté, des métiers de la construction, de la gestion de projets, de la consultation, des transports et des communications. Les types et la répartition des emplois varieront à chaque étape du projet. De plus, le projet générera dans la région de nombreuses possibilités d'emplois liés à la prestation de services de soutien tels que le transport, la restauration et la fourniture d'équipements.

Q. Combien d'emplois directs seront générés par le projet?

R. Le nombre d'emplois directement créés sur le site du dépôt et du centre d'expertise variera au fil des différentes phases du projet : 400 à 1200 emplois directs pendant approximativement 10 ans pour soutenir la construction de l'installation; 700 à 800 emplois pendant approximativement 40 ans ou plus pour soutenir l'exploitation du dépôt; 100 à 150 emplois pendant une période prolongée pour assurer la surveillance du dépôt; et 200 à 300 emplois sur une période de 30 ans pour assurer le déclassement et la fermeture du site. En plus de ces emplois directs, un certain nombre d'emplois indirects et d'emplois induits seront générés par le projet.

Ces prévisions seront affinées à mesure que la SGDN et les collectivités élaboreront et exploreront ensemble les plans possibles de mise en oeuvre du projet. La SGDN collaborera avec les collectivités à déterminer les investissements qui pourraient être faits dans les domaines comme la formation de la main-d'oeuvre, l'infrastructure de soutien, le développement commercial, le recrutement stratégique et l'approvisionnement, lesquels pourraient influencer sur la quantité de retombées économiques captées par la région.

Sean Russell is the Director of Environmental Assessment at the Nuclear Waste Management Organization. He is responsible for the planning and direction of environmental activities associated with implementing Adaptive Phased Management. He has over 30 years experience in radiological and environmental assessment of radioactive waste management facilities, and expertise in safety assessment, conceptual design development and cost estimates.



Sean Russell est directeur de l'évaluation environnementale à la Société de gestion des déchets nucléaires. Il est responsable de la planification et de la direction des activités environnementales associées à la mise en oeuvre de la Gestion adaptative progressive. Il a acquis plus de 30 années d'expérience dans l'évaluation radiologique et environnementale d'installations de gestion des déchets radioactifs, et d'expertise dans les domaines de l'évaluation de la sûreté, de la mise au point de conceptions techniques et de l'évaluation des coûts.

"Ask the NWMO" is an advertising feature published regularly in this and other community newspapers to respond to readers' questions about Canada's plan for managing used nuclear fuel over the long term and its implementation. The Nuclear Waste Management Organization welcomes your questions. Please forward your questions to askthenwmo@nwmO.ca.

« Demandez-le à la SGDN » est un encadré publicitaire qui paraîtra régulièrement dans ce journal et dans d'autres journaux de la collectivité pour répondre aux questions que se posent les lecteurs sur le plan canadien de gestion à long terme du combustible nucléaire irradié et de sa mise en oeuvre. La Société de gestion des déchets nucléaires attend vos questions. Veuillez envoyer vos questions à demandez@nwmO.ca.